



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/1005  
S/1998/722  
6 août 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Points 20, 107 et 112 de l'ordre du jour  
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE  
HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE  
CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS  
L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE  
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES  
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,  
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX  
RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES  
ET QUESTIONS HUMANITAIRES  
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-troisième année

Lettres identiques datées du 6 août 1998, adressées au Président  
de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le  
texte d'une déclaration faite par la délégation de l'État érythréen le  
5 août 1998 devant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures  
discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits  
de l'homme, qui tient actuellement sa cinquantième session à Genève.

Cette déclaration décrit dans le détail les violations flagrantes des  
droits de l'homme commises par le Gouvernement éthiopien à l'encontre de civils  
érythréens résidant en Éthiopie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la  
présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-deuxième session  
de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 107 et 112 de l'ordre du jour,  
et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

ANNEXE

Déclaration faite le 5 août 1998 par la délégation de l'État érythréen devant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme à propos des violations des droits de l'homme commises à l'encontre des Érythréens en Éthiopie

1. La délégation érythréenne voudrait saisir cette occasion pour vous exposer les faits concernant une atteinte grave aux droits de l'homme en Éthiopie. Ce n'est pas sans une grande tristesse que je me vois contraint de présenter les preuves de ce qui est incontestablement un crime contre l'humanité. Depuis maintenant huit semaines, et à l'heure même où je vous parle aujourd'hui, le Gouvernement éthiopien mène une politique systématique d'expulsion des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne, en se fondant sur le seul et unique critère de leur origine nationale. À ce jour, plus de 13 000 Érythréens et ressortissants éthiopiens d'origine érythréenne, qui n'ont commis aucun crime, ont été arbitrairement arrêtés, sont détenus, ont disparu ou ont été sommairement expulsés, souvent dans des conditions très cruelles.

2. Nous voulons porter jusqu'à vous les cris d'angoisse et de douleur des victimes de ce scandale. Il y a le cri de cette jeune veuve de 23 ans qui vient de perdre sa soeur et s'occupait de sa mère invalide, mais qu'on a arrachée à son bébé de 7 mois sans que ses pleurs et supplications ne lui soient du moindre secours. Il y a aussi le cri de cette femme de ménage de 64 ans, qui ne sait ni lire ni écrire, une Éthiopienne de lointaine origine érythréenne, mais qui n'avait ni demandé une carte d'identité érythréenne ni voté au référendum sur l'Érythrée et qui n'était ni membre du parti au pouvoir en Érythrée, ni même membre d'une quelconque association érythréenne. Mieux encore, elle ne parlait couramment aucune des langues de l'Érythrée. Il y a encore le cri de cet homme de 56 ans qui a été séparé de sa fille et abandonné en plein désert à la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie et qui est mort après avoir fait plus de quatre kilomètres à pied pour passer du côté érythréen de la frontière sous une température de 44 degrés. Et il y a l'histoire de cet homme d'affaires qui, sa vie durant, a investi en Éthiopie, participé à l'édification de ce pays et, tout dernièrement encore, construisait le réseau de distribution d'eau et d'égout d'Addis-Abeba, et qui a été arrêté à l'aube et spolié de son entreprise qui vaut des dizaines de millions de dollars. Il y a encore l'histoire révoltante de cette jeune fille de 15 ans qui a été arrachée à sa famille au seul motif que, l'année dernière, elle a passé des vacances en Érythrée et y a participé à un programme de plantation d'arbres. Il y a en fait l'histoire des milliers de personnes qui ont été également expulsées, et des milliers d'autres qui ne l'ont pas été, mais qui vivent dans la peur qu'un jour des agents des services de sécurité défoncent leur porte à 5 heures du matin et les traînent avec leur famille hors de chez eux, sans autre possession que les vêtements qu'ils portent.

3. Le 23 mai, à la séance de clôture de la Conférence internationale pour la création de la Commission des droits de l'homme en Éthiopie, le Premier Ministre Meles Zenawi a affirmé que son gouvernement était résolu en faveur de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. Sept semaines plus tard, le même

/...

premier ministre, dans un entretien télévisé, a revendiqué pour son gouvernement le droit d'expulser tout étranger quel qu'il soit, ajoutant même que "tout étranger vivant en Éthiopie, qu'il soit érythréen, japonais ou autre, y réside au bon plaisir du Gouvernement éthiopien. Si celui-ci lui dit 'Allez-vous en, la couleur de vos yeux ne nous plaît pas', il est forcé de partir". Il a ensuite comparé l'expulsion des Érythréens à l'expulsion par les États-Unis des immigrants illégaux venus du Mexique.

4. Cet argument est on ne peut plus absurde et revient à insulter l'intelligence de la communauté internationale. Parmi les expulsés, on compte de nombreux citoyens éthiopiens d'origine érythréenne. Tous résidaient légalement dans le pays. Le Premier Ministre Meles admet lui-même qu'"on ne peut pas expulser d'Éthiopie un ressortissant éthiopien", mais c'est précisément ce que son gouvernement est en train de faire. Selon une enquête portant sur 3 000 personnes expulsées de zones urbaines, sur ce total, 264 étaient nées en Éthiopie, plus de la moitié y avaient vécu plus de 20 ans et 421 y avaient vécu plus de 40 ans. Certains n'avaient même jamais vu l'Érythrée. Bon nombre d'entre eux avaient des conjoints éthiopiens. Le groupe comptait plus de 600 hommes et femmes d'affaires, parmi lesquels des propriétaires d'hôtels, d'entreprises de construction, de garages, de sociétés de transport et de commerces. Plusieurs étaient des employés de l'État. On y trouve également des avocats, des médecins, des enseignants, des photographes et des géomètres, voire des prêtres et des religieuses. On y trouve même un ancien combattant qui a perdu une jambe et un bras au service de l'Éthiopie lors de la guerre de 1977 contre la Somalie. "Une jambe et un bras, que puis-je donner de plus à l'Éthiopie?" se demande-t-il.

5. Bien entendu, il convient de ne pas oublier les plus de 8 000 bergers et paysans pauvres qui ont été privés de leurs maigres moyens de subsistance et se retrouvent dans des situations tout aussi tragiques. Bon nombre d'entre eux vivent en Éthiopie depuis des générations et y possèdent des terres ou du bétail. Du jour au lendemain, ils ont été privés de leur gagne-pain. Certains ont été roués de coups et enfermés dans des conteneurs métalliques avant d'être transportés en Érythrée.

6. Parmi les personnes arrêtées en vue d'être expulsées, on trouve des ressortissants de pays tiers – Italie et Canada, par exemple – qui sont d'origine érythréenne. Quelques-uns d'entre eux ont pu échapper à l'expulsion grâce à l'intervention de leur ambassade. Un cachet portant la mention "Expulsé pour toujours" a été apposé sur les passeports de certains Érythréens détenteurs de passeports étrangers.

7. Selon les ressortissants qui ont été expulsés, les forces de sécurité éthiopiennes les ont accusés d'être membres de l'Association de la communauté érythréenne ou du Front populaire pour la démocratie et la justice; d'avoir voté au référendum sur l'Érythrée; ou de contribuer aux campagnes de collecte de fonds. Souvent ces faits sont vrais, mais il s'agit d'associations tout à fait légales en Éthiopie. La collecte de fonds pour l'Érythrée et la participation aux campagnes de développement de ce pays étaient tout à fait légales. Qualifier le Front populaire pour la démocratie et la justice d'"organisation clandestine" ne manque pas de surprendre puisque, comme c'est le cas pour les autres associations, ces activités avaient été autorisées par le Gouvernement

éthiopien, lequel avait même fourni des locaux à cet effet. Il existait en outre un arrangement réciproque avec l'Éthiopie en vertu duquel les Éthiopiens vivant en Érythrée et les organisations du FPLT en Érythrée mènent des activités analogues en vertu de dispositions similaires. Rien ne peut justifier que ces activités soient rétroactivement déclarées illégales ou invoquées comme motif d'expulsion.

8. Les victimes de ces actes de discrimination n'ont bénéficié d'aucune garantie de procédure régulière ni d'aucun droit de recours.

9. Rien dans la Constitution ou le code pénal éthiopiens, ou dans le droit international relatif aux droits de l'homme, ne saurait autoriser cette expulsion systématique et en masse. Il n'y a là rien de moins qu'un acte illégal et arbitraire de nettoyage ethnique qui ne saurait avoir la moindre justification en droit.

10. Le Gouvernement éthiopien n'a certes fait aucune déclaration officielle ni adopté aucune loi à cet effet, mais il apparaît clairement que son objectif est aussi de priver de leur nationalité éthiopienne les expulsés d'origine érythréenne. Il faut s'arrêter un moment sur les dimensions réelles de cet acte : voilà un État qui retire sa nationalité à des milliers de ressortissants respectueux des lois uniquement à cause de leur origine ethnique ou nationale. Des personnes se retrouvent ainsi apatrides sans aucune garantie légale. À l'évidence, la Commission ne saurait laisser se créer un tel précédent.

11. Le Gouvernement éthiopien prétend que les Érythréens vivant en Éthiopie sont des espions, des infiltrés et des saboteurs qui constituent une menace à la sécurité de l'État. L'Éthiopie a effectivement déclaré la guerre à l'Érythrée et je suis persuadé que le Gouvernement éthiopien va faire valoir qu'il peut, en invoquant la sécurité nationale, déroger aux dispositions relatives aux droits de l'homme inscrites dans sa constitution et son code pénal. Si tel est le cas, alors les Érythréens vivant en Éthiopie devraient être assimilés à des "personnes protégées" au sens de l'article 4 de la quatrième Convention de Genève.

12. Les Conventions de Genève sont très claires sur ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. L'article 5 de la quatrième Convention de Genève stipule on ne peut plus clairement que les mesures visant des personnes protégées ne peuvent être prises qu'individuellement, au cas par cas. L'article 41 précise que le Gouvernement ne peut prendre aucune mesure plus sévère que la mise en résidence forcée ou l'internement. L'article 49 débute comme suit :

"Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées sont interdits, quel qu'en soit le motif."

L'article 147 classe "la déportation ou le transfert illégaux [ou] la détention illégale" de personnes protégées parmi les actes constituant des infractions graves aux Conventions de Genève, actes auxquels le droit international attache une responsabilité pénale individuelle. Par ailleurs, l'article 18 du Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité de 1996 énumère cinq "crimes contre l'humanité", parmi lesquels le "transfert forcé de populations".

13. Il y a lieu de rappeler qu'au moment où l'on établissait les Conventions de Genève en 1949, l'Europe se relevait d'une guerre et d'un génocide d'une ampleur sans égale. Les hommes et femmes qui ont jeté les fondations du droit international humanitaire avaient encore le souvenir des camps de concentration, des déportations de populations et de l'holocauste. De même, le Gouvernement éthiopien, lorsqu'il a mis en place le parquet spécial chargé de juger les représentants de l'ancien régime, avait encore le souvenir de la terreur rouge et des crimes de guerre perpétrés par les différents régimes qui ont gouverné l'Éthiopie. Il y a quelques mois, le souvenir du génocide rwandais a incité le Premier Ministre, M. Meles Zenawi, à proposer à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) la constitution d'un Groupe de personnalités éminentes chargé de conduire une enquête sur ce crime. Nous avons soutenu les deux initiatives. Les populations africaines, érythréenne et éthiopienne notamment, ont déjà beaucoup trop souffert. Il ne nous était jamais venu à l'idée que le Gouvernement éthiopien actuel, qui a accédé au pouvoir après de longues années de lutte contre la tyrannie en promettant d'instaurer la paix et le respect des droits de l'homme, commettrait lui-même un crime contre l'humanité. Pourtant, d'après les éléments d'information que je sou mets aujourd'hui à votre appréciation, force est de reconnaître que le Gouvernement éthiopien est précisément en train d'agir ainsi.

14. Le crime flagrant contre l'humanité dont il est question est en fait l'accumulation de nombreux autres crimes moins graves et de mauvais traitements infligés à des particuliers. Les personnes déportées racontent comment elles ont été appréhendées chez elles ou au travail. On les réveillait parfois en pleine nuit. On leur faisait souvent croire qu'on venait simplement les chercher pour une brève formalité d'immatriculation et qu'elles retourneraient chez elles peu de temps après. Une mère ferma sa porte à clef, abandonnant son fils endormi à l'intérieur de la maison parce que les agents de sécurité lui avaient dit qu'elle reviendrait chez elle quelques minutes après. D'autres, après avoir supplié les agents de police de les autoriser à emmener leurs enfants, ont simplement été entassées dans des autobus sans même pouvoir leur dire au revoir. On leur a lancé des insultes aux postes de police et on leur a fait faire de longs et pénibles voyages en bus, pratiquement sans eau ni nourriture. Les personnes qui ont été transférées à Assab ont dû parcourir 4 kilomètres sous la chaleur torride de cette zone désertique. Contrairement aux allégations du Gouvernement éthiopien, les personnes expulsées signalent n'avoir bénéficié d'aucune assistance du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pendant leur voyage.

15. Ces faits sont confirmés dans le rapport d'une mission conjointe des organismes des Nations Unies qui s'est rendue à Assab. Le rapport fait également état du cas particulièrement pathétique d'un ancien enseignant de 56 ans :

"Les conditions déplorables et déshumanisantes ont causé la mort d'un homme dont la fille a été enlevée par les autorités éthiopiennes au moment où les déportés étaient débarqués entre les postes de contrôle installés à la frontière entre les deux pays. Après avoir protesté en vain, l'homme fit une forte dépression dont il ne se remit jamais. Ses compagnons le portèrent en terre à Assab."

16. La séparation forcée des parents de leurs enfants est l'un des aspects les plus douloureux des déportations. Dans certains cas, même des mères allaitantes ont été arrachées à leur bébé. D'après une étude menée par le bureau de pays de l'UNICEF en Érythrée, 165 déportés interrogés avaient été contraints de laisser 291 enfants en Éthiopie, dont neuf âgés de moins d'un an et 37 de 1 à 5 ans. La plupart ont été confiés à des proches et quelques-uns à des voisins, cependant que 43 étaient simplement abandonnés à eux-mêmes. Dans de nombreux autres cas, des hommes ont été séparés de leurs femmes.

17. Certains déportés ont dû signer des procurations au bénéfice de parents. Il s'agissait généralement d'écrire un nom sur une feuille que l'on remettait à un agent de police; ce document n'a aucune valeur juridique. Nombre de ces proches ont par la suite été arrêtés puis expulsés. D'autres ont dû vendre immédiatement leurs biens. Il a parfois été demandé à des enfants de céder des entreprises modernes valant des centaines de milliers, voire des millions de dollars. Les agents de sécurité chargés de mener ces opérations ont simplement apposé les scellés sur les entreprises sans procéder à un inventaire ni encore moins présenter un acte authentique. Maisons, voitures et camions, boutiques, hôtels et restaurants, usines et fermes ont été en substance carrément confisqués. Les champs qui venaient d'être labourés ont été abandonnés dans cet état. On a laissé le bétail divaguer dans la nature. Les déportés interrogés (1 400) estiment avoir abandonné des biens pour une valeur de 212 millions de dollars.

18. Nous sommes reconnaissants à de nombreux citoyens éthiopiens, toutes ethnies confondues, respectueux de la loi, de s'être montrés attentifs au sort des déportés et d'avoir été tant soit peu bienveillants à leur égard pendant leur long voyage, et à l'égard des membres de leurs familles restés en Éthiopie. De nombreux Éthiopiens s'occupent d'enfants plongés dans le désarroi dont les parents ont été enlevés; sans doute ces enfants ne trouvaient-ils, en revenant de l'école et voyant leur maison scellée et leurs parents embarqués, qu'un voisin bienveillant pour prendre soin d'eux.

19. Un tel geste plein d'humanité semble aller à l'encontre des intentions du Gouvernement éthiopien. Depuis le mois de mai, celui-ci s'est lancé dans une campagne de propagande d'une violence inouïe contre l'Érythrée et les Érythréens. Chaque jour, les Éthiopiens qui écoutent la radio, regardent la télévision, lisent les journaux ou assistent à des réunions publiques où des autorités prennent la parole, entendent celles-ci se répandre en invectives contre les Érythréens, accusés notamment d'être fascistes, chauvins, belliqueux, malveillants, néocolonialistes et élitistes.

20. Le Gouvernement éthiopien a diffusé à maintes reprises sur les ondes des protestations inventées de toutes pièces contre les exactions qu'auraient commises les Érythréens. Par exemple, l'allégation selon laquelle sept Éthiopiens auraient été brûlés vifs à Alla a été ouvertement réfutée par le correspondant de la BBC qui s'est rendu sur les lieux pour mener sa propre enquête. Les allégations faisant état notamment de "viols collectifs perpétrés par des combattants érythréens", "d'exécutions gratuites d'Éthiopiens qui voulaient s'installer à Adi Quala" et "de 60 Éthiopiens morts asphyxiés à Assab après avoir été enfermés dans un conteneur" sont totalement fausses et visent clairement à susciter un sentiment antiérythréen au sein de la population éthiopienne. L'allégation sans doute la plus absurde faite par le Ministère

/...

éthiopien des affaires étrangères est de déclarer que "les autorités érythréennes détiennent des milliers d'Éthiopiens dans des camps de concentration à Sawa, Asmara et Assab et empêchent tout contact entre eux et leurs familles, le CICR et les journalistes". Ces allégations procèdent de la pure fiction et ne méritent même pas d'être réfutées devant cette auguste assemblée. Je pourrais continuer à citer à satiété des exemples à l'instar des médias éthiopiens qui jour après jour ne cessent de lancer des accusations de ce type. Il faut malheureusement reconnaître qu'en rabâchant quotidiennement une propagande vile, on finit par convaincre les plus sceptiques et les plus innocents. La véhémence du discours prend le pas sur la violence des armes.

21. La communauté internationale est libre de se rendre en Érythrée pour enquêter par elle-même sur ces allégations. Nous avons déjà invité la Commission des droits de l'homme et je suis heureux de vous apprendre qu'elle a accepté notre invitation. Ne jugez pas l'Érythrée uniquement sur les discours; les faits sont là et la communauté internationale peut en juger.

22. Il va sans dire que non seulement la campagne de haine que mène l'Éthiopie constitue une violation des dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais qu'elle relève d'un comportement irresponsable dans la mesure où elle ne prend pas en compte les relations futures entre nos deux peuples.

23. Il s'agit d'une campagne de haine sans précédent dans l'histoire de l'Éthiopie, voire aux heures les plus sombres de l'ancien régime. Dans toute nation civilisée, l'incitation à la haine fondée sur la race, la religion, la nationalité ou l'appartenance ethnique est un crime. Lorsqu'un gouvernement prend l'initiative d'inciter à la haine raciale, on ne peut que s'attendre au pire.

24. Le Gouvernement éthiopien a également procédé à l'arrestation de plus de 1 000 Érythréens qu'il a internés dans des camps. Ce sont en majorité des civils qui étaient d'anciens combattants du Front populaire de libération de l'Érythrée ou qui avaient reçu une formation militaire en Érythrée dans le cadre du service national. Bien qu'il s'agisse de civils, le Gouvernement éthiopien les a présentés comme des "prisonniers de guerre". On mentionnera aussi le cas de 85 étudiants qui ont été arrêtés et emprisonnés et dont les études à l'Université d'Addis-Abeba ont de ce fait été brusquement interrompues. L'Éthiopie n'est pas juridiquement fondée à détenir ces étudiants. Il aurait fallu les autoriser à retourner en Érythrée. Dans un premier temps, ils ont été détenus au camp de Fiche, puis transférés à Blatien, localité située dans le sud de l'Éthiopie, à l'insu du CICR. Les Conventions de Genève (quatrième Convention, art. 79 à 141) traitent de manière très précise des conditions dans lesquelles des civils peuvent être internés et de la façon dont les camps devraient être gérés. Nous craignons que ces dispositions n'aient été violées. Premièrement, les personnes internées ont pour la plupart été détenues illégalement, en violation des droits de l'homme et du droit humanitaire. Deuxièmement, nous craignons à juste titre que les conditions de détention dans les camps ne soient incompatibles avec les obligations juridiques du Gouvernement éthiopien, et qu'il puisse donc être fondé à les considérer davantage comme des "camps de concentration" que comme des "camps d'internement".

25. La communauté internationale et l'ONU sont libres de se rendre en Érythrée pour enquêter par elles-mêmes sur les actions du Gouvernement érythréen. Nous sommes profondément attachés à la transparence et poursuivons une politique de la porte ouverte. Contrairement à l'Éthiopie, l'Érythrée coopère activement sur ces questions avec le CICR, les organismes des Nations Unies présents en Érythrée et la communauté diplomatique.

26. Le Gouvernement érythréen n'a pris aucune mesure illégale ni abusive à l'encontre des Éthiopiens résidant en Érythrée. Le Chargé d'affaires éthiopien à Asmara a déclaré à la délégation de l'OUA le 30 juin que 57 Éthiopiens étaient en détention en Érythrée, pour cause de suspicion de menace à la sécurité de l'État. Il a reconnu que les faits étaient probablement exagérés, les Éthiopiens étant libérés au fur et à mesure que leurs dossiers étaient examinés. Peu de temps auparavant, le Ministre éthiopien des affaires étrangères avait accusé l'Érythrée d'avoir emprisonné 600 Éthiopiens et, comme je l'ai mentionné, son ministère a prétendu également que des milliers d'autres étaient détenus dans "des camps de concentration". Aujourd'hui, la vérité est que nous détenons 17 Éthiopiens pour des raisons de sécurité nationale, après avoir mené une enquête sur chacun d'eux. Le CICR a toute liberté d'accès à ces détenus.

27. Les Éthiopiens qui souhaitent résider en Érythrée sont libres de le faire; nous nous employons à faciliter le départ de ceux qui souhaitent partir, par l'intermédiaire des services du CICR. Quatre-vingts enseignants éthiopiens ont librement quitté Assab pour Djibouti avec l'aide des autorités locales, mais, à leur arrivée, le Gouvernement éthiopien a prétendu qu'ils avaient été expulsés. Quarante-cinq étudiants éthiopiens poursuivant leurs études à l'Université d'Asmara ont été autorisés à rester en Érythrée pour terminer leur formation et passer leurs examens avant de retourner tranquillement chez eux. Pourtant, le Gouvernement éthiopien a prétendu que "les forces érythréennes ont brutalement chassé d'Érythrée plus de 5 000 citoyens éthiopiens après avoir confisqué leurs biens et soumis nombre d'entre eux à des coups et des tortures". Cette accusation est en fait dénuée de tout fondement.

28. Le 13 mai, le Gouvernement éthiopien a décidé unilatéralement de changer l'itinéraire de son trafic maritime, abandonnant le port érythréen d'Assab au profit du port de Djibouti, et de fermer les frontières entre les deux pays. Comme il était à prévoir, cette décision a eu pour conséquence de mettre au chômage la main-d'oeuvre éthiopienne du port d'Assab et d'immobiliser les cargaisons éthiopiennes. L'accusation portée par le Gouvernement éthiopien, selon laquelle l'Érythrée aurait refusé aux Éthiopiens d'Assab le droit de travailler et confisqué les cargaisons éthiopiennes, est donc dénuée de fondement. Les organismes des Nations Unies ont confirmé que les employés éthiopiens du port d'Assab continuent de percevoir leurs salaires, même si les journaliers, ne disposant plus de revenus, ont besoin d'être aidés.

29. Le 26 juin, l'Assemblée nationale érythréenne a déclaré ce qui suit :

"Contrairement à la politique inhumaine menée par le Gouvernement éthiopien, le Gouvernement érythréen n'a pris et ne prendra aucune mesure hostile à l'encontre des Éthiopiens résidant dans le pays. Leur droit de vivre et de travailler dans la paix est garanti. S'il est porté atteinte à ce droit dans quelque circonstance ou par quelque institution, les personnes concernées seront pleinement fondées à demander réparation."

/...



Il n'est nul besoin de mettre en parallèle cet appel lancé publiquement en faveur du respect de la légalité et la campagne nationale de haine orchestrée quotidiennement par les médias éthiopiens. Je tiens en revanche à réaffirmer que nous sommes jugés par nos actes et non par nos paroles. Je vous invite donc à venir chez nous pour vérifier par vous-mêmes.

30. Le Gouvernement érythréen a été consterné par la mort de civils, notamment d'enfants, suite à l'attaque aérienne de la base aérienne de Mekelle, le 5 juin. Le raid a été lancé à 15 heures en tant que riposte à une attaque aérienne lancée le même jour à 14 h 10 contre l'aéroport d'Asmara, à partir de la base de Mekelle, attaque qui a fait 35 victimes, toutes des civils érythréens. L'allégation des Éthiopiens selon laquelle leur raid serait une "mesure de rétorsion" est fausse, comme l'ont confirmé les diplomates et les journalistes. L'allégation selon laquelle l'attaque qui a causé la mort de civils était "préméditée" est elle aussi complètement fausse. Notre armée de l'air est jeune et de petite taille et nous ne nous attendions aucunement à y recourir pour attaquer nos anciens amis et alliés éthiopiens. Mais lorsque l'aviation éthiopienne nous a attaqués, nous avons riposté par une frappe aérienne sur la base de leur armée de l'air installée à Mekelle. Je le répète, nous n'avons pas délibérément pris pour cibles des civils, même si quelques-uns ont malheureusement été pris entre deux feux. De toute façon, les résultats obtenus à la base de Mekelle (plusieurs aéronefs détruits au sol) attestent le caractère purement militaire de l'opération menée par notre aviation.

31. En signant la Charte des Nations Unies, tous les États Membres de l'ONU ont contracté des obligations juridiques bien précises à l'égard des personnes résidant sur leur territoire, parmi lesquelles on mentionnera la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels qu'énoncés dans la Charte et exposés plus en détail dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme. Aucun État ne saurait déroger aux obligations fondamentales qui découlent de ces instruments en invoquant l'état d'urgence. À cet égard, il conviendrait de noter que la présente Commission a adopté, le 3 mars 1995, une Déclaration de règles humanitaires minima qui définit précisément, au paragraphe 2 de l'article 3, les actes interdits en l'espèce. De plus, ayant déclaré la guerre à l'Érythrée, l'Éthiopie est liée par les Conventions de Genève qui interdisent expressément la déportation de populations qu'elles qualifient même de "violation grave".

32. Il est donc du devoir de la communauté internationale d'intervenir avec détermination lorsque des crimes sont perpétrés à une telle échelle et d'une manière aussi ignoble que ceux qui sont commis aujourd'hui en Éthiopie. Elle devrait à tout le moins protester contre ces agissements et exprimer sa sympathie à l'égard des victimes. À ce sujet, nous nous félicitons de la déclaration objective de Mme Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans laquelle elle a exprimé sans retard sa profonde préoccupation devant les violations commises par le Gouvernement éthiopien.

33. Le crime commis par le Gouvernement éthiopien à l'encontre de ressortissants éthiopiens d'origine érythréenne et d'Érythréens résidant en Éthiopie constitue un outrage à la conscience de l'humanité et met en péril non seulement les principes fondamentaux de la liberté et de la justice, mais aussi la paix, la stabilité et la sécurité dans la région. C'est pourquoi la délégation érythréenne demande à la Commission d'adopter une résolution pour :

/...

1) Déplorer les violations flagrantes des droits de l'homme commises par le Gouvernement éthiopien à l'encontre des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne résidant en Éthiopie;

2) Demander qu'il soit mis fin immédiatement à la détention et à l'expulsion massives d'Érythréens; exiger la libération immédiate de tous les Érythréens et Éthiopiens d'origine érythréenne illégalement détenus dans des prisons et des camps d'internement; et demander la protection de la vie, des droits et des biens des déportés érythréens et éthiopiens d'origine érythréenne, ainsi que de ceux qui résident encore en Éthiopie, y compris leur droit de vivre dans le pays de leur choix;

3) Demander l'arrêt immédiat de la propagande incitant à la haine raciale à l'égard des Érythréens et inviter le Gouvernement éthiopien à faire des déclarations publiques pour appeler au calme et au respect des Érythréens résidant en Éthiopie et des Éthiopiens d'origine érythréenne;

4) Lancer un appel en vue du regroupement des familles érythréennes séparées, notamment par des dispositions relatives à leur transfert rapide et en toute sécurité;

5) Demander la restitution immédiate des biens confisqués aux déportés érythréens et éthiopiens d'origine érythréenne et le versement d'une indemnité pour privation de jouissance et perte de revenus;

6) Désigner promptement une mission d'enquête qui sera chargée d'observer sur place la situation des droits de l'homme des Érythréens en Éthiopie pour compléter la mission déjà approuvée pour l'Érythrée;

7) Inviter le Gouvernement éthiopien à coopérer pleinement avec la mission d'enquête en lui donnant toute latitude pour établir des contacts avec les Érythréens résidant sur son territoire;

8) Reconnaissant que les violations de droits de l'homme sont essentiellement dues à la guerre, demander la cessation immédiate des hostilités et le règlement pacifique du conflit frontalier.

34. J'aurais souhaité pouvoir donner une explication logique des agissements du Gouvernement éthiopien au cours des trois derniers mois. Il y a trois mois, personne n'aurait sérieusement pensé à une expulsion massive d'Érythréens et d'Éthiopiens d'origine érythréenne d'Éthiopie. Nous prions pour que les autorités chargées de protéger les citoyens éthiopiens et les résidents d'origines diverses ne succombent pas à un nouvel accès de folie.

35. L'Érythrée ne cherche qu'à promouvoir les intérêts suprêmes et les relations personnelles, culturelles, socioéconomiques et politiques des peuples des deux pays, dans le souci de leur garantir des avantages réciproques et sans porter atteinte à leur droit de vivre en paix ni d'exercer pleinement leurs droits.

36. La délégation érythréenne prend donc l'engagement solennel que le Gouvernement érythréen continuera à respecter scrupuleusement les droits de

l'homme des Éthiopiens résidant en Érythrée, à coopérer pleinement avec la Commission ou toute autre organisation internationale souhaitant mener une enquête sur les conditions dans lesquelles vivent les Éthiopiens résidant en Érythrée, qu'il restera attaché à la manifestation de la vérité, vérifiable par des observateurs impartiaux, et consacrera tous ses efforts au bien-être et à un avenir bénéfique pour les peuples des deux pays.

37. La délégation érythréenne réaffirme également son opposition à tout recours à la menace ou à l'emploi de la force et à toutes mesures de contrainte politique et économique susceptibles de porter atteinte à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale d'un État.

38. Aux fins de préserver la paix et la sécurité, ainsi que le bien-être de leurs populations, la délégation érythréenne invite la délégation éthiopienne à s'engager avec elle à respecter sincèrement les droits de l'homme et à rechercher la paix en prenant solennellement le même engagement qu'elle devant la présente Commission.

-----